

Sondages plus fiables !

Efficace, la **commission des sondages** ? Pas si sûr... L'autorité créée par la loi de 1977, et composée de neuf magistrats, est en tout cas dans le collimateur des rapporteurs Hugues Portelli (Ump, Val d'Oise) et Jean-Pierre Sueur (Socialiste, Loiret) !

Qu'est ce qu'un sondage ? Difficile de répondre puisque **la législation ne le définit pas**. Ce n'est en aucun cas une réaction, estiment les sénateurs, qui proposent la définition suivante : « opération visant à donner une indication quantitative des opinions d'une population par l'interrogation d'un échantillon représentatif de celle-ci ».

Un sondage, et particulièrement un sondage politique, doit répondre à **des exigences méthodologiques** : rigueur scientifique, caractère non biaisé des questions, honnêteté dans les redressements... À ces obligations, s'ajoutent des interdictions : pas de commentaires trompeurs ou tendancieux ; et interdiction de rendre public un sondage de caractère électoral à la veille et au jour du scrutin.

Bref, la **législation actuelle** ne convient pas aux sénateurs, qui estiment qu'elle ne garantit pas suffisamment la sincérité des sondages politiques. D'une même voix, les sénateurs socialistes et Ump dénoncent « **l'effet de halo** » de certaines questions, toutes n'étant pas publiées. Ainsi, pendant l'été, *le Figaro* obtient

une majorité de « oui » à la question : « faut-il déchoir de la nationalité française les délinquants d'origine étrangère ? », tandis que *Marianne* recueille des « non » à la question « faut-il déchoir de la nationalité française les personnes d'origine étrangère » !

Le rapport formule **quinze recommandations**. Il faut interdire aux personnes interrogées de recevoir une quelconque gratification (de quelque nature qu'elle soit) ; il faut mieux informer population et médias, notamment en leur permettant de consulter les marges d'erreur et les méthodes précises d'élaboration. Il faut également que la commission des sondages se fende d'un **rapport annuel d'activité**, et par la même occasion revoir sa composition ! Moins de magistrats, davantage de personnalités qualifiées !

Étonnamment, les sénateurs souhaitent maintenir l'interdiction de publication des sondages la veille du scrutin. Internet ? Interdire à la presse nationale de commenter les sondages réalisés à l'étranger dès le vendredi soir à minuit avant le vote du dimanche.

Reste un problème, qu'il faut « étudier avec les associations d'élus locaux », celui de l'uniformisation de **l'horaire de clôture des bureaux de vote**. Délicat, en effet, d'obliger les bureaux de vote fermant leurs portes à 18 heures, et qui concernent 75 % du corps électoral, à s'aligner sur les 20 heures des bureaux de vote des grandes villes. Mais délicat aussi d'obliger les citoyens qui

partent en week-end à être de retour deux heures plus tôt pour accomplir leur devoir électoral. Avec des taux d'abstention de plus en plus importants, c'est même plus que délicat, c'est kamikaze !

Russie plus proche !

La Russie veut se tourner vers l'occident. C'est en tout cas ce qu'a affirmé **l'ambassadeur de France en Russie** devant les membres de la commission des affaires étrangères. En effet, selon Jean de Gliniasty, tous les facteurs d'ouverture sont là. Redressement économique, réapparition d'une classe moyenne, consolidation du pouvoir. Par ailleurs, après la crise géorgienne où « l'on a frôlé un désastre continental », les États-Unis ont modifié leur politique à l'égard de la Russie.

Le spectre communiste est loin derrière la Russie, estime l'ambassadeur, qui rappelle que l'économie du pays « est plus ouverte qu'on ne le dit » : dans certains secteurs, les importations atteignent 50 % (automobile) voire 80 % (médicaments).

Le taux de **natalité** s'est stabilisé « à un niveau occidental », « tout le monde apprend l'anglais » et la population russe lit la presse, qui « sans être totalement libre est surtout bridée par l'autocensure ».

Quelques **bémols** toutefois : poussée intégriste, drogue, terrorisme, mafias internationales... qui font dire à Jean de Gliniasty que la Russie est désormais « proche de nos préoccupations » !